

Droit d'asile. "Etrangers", circulez !

Privé de moyens, l'unique centre de réception des étrangers de Paris, accueille les demandeurs d'asile dans des conditions déplorables.

Ils arrivent par dizaines, souvent de nuit, de toutes nationalités. Chaque jour, deux à trois cents personnes forment une file d'attente devant le 218, rue d'Aubervilliers, dans le dix-neuvième arrondissement de Paris. C'est l'adresse du Centre de réception des étrangers (CRE), unique lieu d'accueil pour l'ensemble des demandeurs d'asile présents dans la capitale. C'est ici qu'ils doivent se manifester pour officialiser leur présence sur le territoire et demander une autorisation de séjour en vue de solliciter l'asile. La première d'une longue série de démarches qui ont de moins en moins de chance d'aboutir. Devant le manque de personnel, ils ne seront qu'entre vingt et trente à pouvoir être reçus quotidiennement. Un système imposé de " quota " qui, selon le porte-parole du collectif de soutien, est totalement illégal. Les autres devront revenir, patienter à nouveau et subir les outrages qui sont le lot quotidien des étrangers.

À l'image du temps qui les sépare de l'objectif final, l'acceptation de leur demande, le trajet entre l'entrée du CRE et le guichet de l'espoir est particulièrement fastidieux. Et le climat tendu. Lorsque les policiers arrivent au centre, vers 8 h 30 tous les matins, la file est déjà longue. " Ils sont parfois très énervés. Il est arrivé qu'une bousculade provoque une chute dans les escaliers où les gens sont piétinés. J'ai même entendu dire qu'il y avait déjà eu un mort ", raconte Suzy Lornac, militante communiste venue soutenir le personnel CGT de la préfecture de police qui, pour la première fois, a appelé à un rassemblement, mercredi dernier, avec vingt et une autres organisations (1). La CGT qui, dans une lettre ouverte au président de la République, Jacques Chirac, au ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, au maire de Paris, Bertrand Delanoë où le centre appartient à la ville qui lui attribue aussi des subventions et au préfet de police, dénonce la dégradation des conditions d'accueil des demandeurs d'asile ainsi que celle des conditions de travail des agents du centre de la rue d'Aubervilliers.

" Face à l'augmentation des demandeurs d'asile, le manque d'effectif, au point que certains guichets sont inoccupés, aggravé par le non-remplacement des personnels qui quittent le service, l'état global du centre et de ses abords ainsi que les problèmes de matériel ne permettent plus le fonctionnement normal de cette administration ", dénonce le texte syndical. La CGT déplore également la multiplication des violences, physiques et verbales, des forces de l'ordre

censées sécuriser l'accès au bâtiment, à l'égard des usagers. Et de réclamer " des sanctions à l'encontre des fonctionnaires coupables de tels actes ". " Quand il y a un incident, on essaie d'intervenir, mais on se fait engueuler ", raconte Bruno Chaussé d'Arnault, responsable CGT au CRE. Une pression qu'il qualifie d'" écrasement de la personnalité " et dont les principales victimes sont les étrangers.

" Au mois d'août, alertée par des cris, j'ai vu un policier donner un coup de pied dans le ventre d'une femme. Mais les faits sont toujours minimisés parce que ce ne sont que des étrangers. Ils ne risquent pas de porter plainte, ils n'ont aucun droit ", dénonce une employée. Le droit, le respect, la dignité, ces principes sont absents du centre de réception. Même la sénatrice communiste de Paris, Nicole Borvo, s'est vu refuser l'accès au site par le préfet alors que tout élu a le droit de s'informer des dysfonctionnements administratifs. " Il ne m'a même pas répondu par écrit mais seulement téléphoné ", témoigne la parlementaire qui exige des explications. " Le gouvernement vient d'être sanctionné par les urnes, il faudrait, qu'en matière de libertés et d'accueil des étrangers, il entende aussi cette sanction ", conclut-elle.

Si, depuis un précédent rassemblement de protestation, le 30 janvier dernier, la préfecture reçoit exceptionnellement tous les primo-arrivants, les organisations s'inquiètent d'informations confidentielles qui laissent à penser que cet assouplissement ne perdurera pas après les élections régionales. Un scrutin dont un des enjeux est de mettre un terme à la politique de dissuasion contre les demandeurs d'asile, menée par Nicolas Sarkozy, principal soutien au candidat du gouvernement en Île-de-France, Jean-François Copé. Au cours des deux premiers mois de l'année, le nombre d'étrangers expulsés a augmenté de près de 38 % par rapport à 2003.

Ludovic Tomas

(1) Parmi elles : PCF, Verts, Alternatifs, LDH, MRAP, GISTI, FASTI, Droits devant ! !, France libertés, Act Up Paris, CIMADE, Coordination nationale des sans-papiers, Syndicat des avocats de France, Syndicat de la magistrature, Sud-Éducation...

*Page imprimée sur <http://www.humanite.fr>
© Journal l'Humanité*

Imprimer

;